

## LA NOTION DE L'UNION ENTRE DIVERSITES ET UNITES

La réussite et l'existence même de toute union politique, juridique, culturelle et autre dépendent des façons dont elle est en mesure de résoudre les problèmes de rapports entre les diversités et les unités qui par définition se trouvent à la base même de sa nature. Insister sur l'unité dans tous ses aspects mène au totalitarisme; en revanche, développer les différences, si justifiées soient-elles, risque d'aboutir à sa désintégration. L'empire romain et autres empires, formes historiques réalisées par le passé des unions entre les peuples relevant des traditions, des mœurs et des religions différentes, voire opposées, duraient tant que durait leur capacité de maintenir l'équilibre, l'ordre, par conséquent l'unité nécessairement très complexe entre les tendances et les forces centrifuges et centripètes.

Tout au long de son existence l'histoire européenne est remplie de conflits permanents et de guerres. La profonde divergence des intérêts d'états, ou des intérêts personnels des princes puissants, ainsi que les différences religieuses ou idéologiques déchiraient l'Europe durant des siècles. Les moments de paix, plus ou moins longs, ont toujours été dûs aux différents types d'équilibres provisoires, voulus ou subis. Cependant, cet équilibre n'ayant jamais pu être général et durable, a toujours fini par être local, provisoire et par conséquent plus ou moins rapidement rompu. L'Abbé de Saint-Pierre a parfaitement compris dans sa gradieuse utopie sur la paix universelle et perpétuelle au début du XVIII siècle que c'est justement la paix qui est la condition première et absolument nécessaire pour que la totalité d'un espace géopolitique, en l'occurrence l'Europe, puisse dépasser les différences destructrices et évoluer vers son union. Cependant, la paix ne comprend pas seulement l'absence de conflits et l'obligation de les résoudre pacifiquement, mais elle doit être fondée sur une prise de conscience bien plus profonde de l'existence possible de la communauté des intérêts. Placé devant le dilemme: particularisme ou universalisme, toutes les deux positions poussées jusqu'au paroxysme, on opte soit pour la différence qui nie toute communauté avec l'autre, soit pour l'unité qui ne reconnaît aucune différence. La solution la seule possible d'aboutir à la paix universelle et perpétuelle se cache évidemment dans l'équilibre entre les deux. Il ne s'agit pas seulement de reconnaître l'autre, de lui reconnaître le droit à la différence, mais de reconnaître le principe même de ce droit.

Après le grand schisme entre l'église occidentale et l'église orientale, l'unité naturelle et profonde entre les églises a laissé la place aux efforts de plus en plus intenses de prouver et d'approfondir les différences proclamées insurmontables. Les différences entre les catholiques et les protestants ont provoqué des massacres et de véritables guerres civiles, qui du reste, sous forme dégénérée durent toujours en Irlande du nord. Et pourtant, les différences dans l'interprétation du dogme ont été au fond minime, certes peu compréhensibles aux simples croyants, mais elles servaient de prétexte théologique pour justifier d'autres différences ayant peu de rapport avec le dogme.

Cependant, aujourd'hui, malgré toutes les conséquences qu'ont laissées ces différences et ces différends, c'est l'unité première qui a toutes les chances de réapparaître. Cela ouvre la voie au mouvement œcuménique qui est en mesure d'apporter une unité suffisante faisant entrevoir une unité efficace.

La réconciliation religieuse entre les chrétiens étant faite, à partir du XIX siècle surtout, l'idée de nation, le besoin d'approfondir le sentiment d'identité nationale a fini par s'épanouir dans la conscience des peuples européens. Le retour aux sources nationales, aux valeurs particulières,

propres à une communauté ethnique qui y puise la prise de conscience de sa particularité, de son identité, enfin de sa différence des autres, a été fructueuse, notamment sur le plan du développement des cultures nationales, d'autant plus que les sources universelles et classiques exploitées jusqu'alors manifestaient déjà un assez grand épuisement. Cependant, le sentiment d'appartenance à une nation ayant sa propre culture, sa propre langue, son histoire, ses droits, la conscience de la particularité de sa place dans le monde et de ses intérêts a fini assez vite par devenir une nouvelle source autrement dangereuse de conflits et de guerres. La vision du monde et surtout la conception de l'histoire et de la politique, inspirées par les idéologies nationalistes, n'ont sûrement pas contribué à l'établissement de la paix universelle dont rêvait l'Abbé de Saint-Pierre. Les nationalismes, c'est-à-dire les projets et les revendications nationalistes poussés à l'extrême, ont abouti tout d'abord à la destruction des états et des empires multinationaux et finalement à deux guerres mondiales. C'est là l'ambiguïté de l'idée de nation dans l'histoire récemment vécue en Europe: certes positive sur un plan et incontestablement néfaste sur l'autre. Pourtant, il ne s'agit pas de renoncer à l'idée de nation, ce qui serait à la fois impossible et peu justifié. L'Europe des nations est une réalité avec laquelle elle a à vivre et à se développer encore longtemps. Il faudrait enfin reconnaître le principe de réciprocité et de proclamer les mêmes droits pour toutes les nations ainsi que de prendre conscience d'appartenir à une communauté de nations ayant au fond les mêmes origines historiques, culturelles et les mêmes intérêts.

Les différences idéologiques entre la démocratie et les systèmes totalitaires, entre les marchés libres et les économies dirigées, qui sont à l'origine de la guerre froide et de nombreux conflits tragiques en Europe au XX siècle qui risquaient de provoquer une troisième guerre mondiale, étant enfin dépassées, l'état actuel en Europe, sans nuire aux différences historiquement naturelles et légitimes, prouve que les conditions nécessaires sont enfin réunies pour que l'idée des valeurs partagées par tous puisse prendre place dans la conscience des Européens. On est encore loin et on sera toujours loin d'une unité parfaite, la pensée seule qu'elle soit nécessaire et utile pour tous fait qu'une ancienne utopie continue de devenir réalité.

Au moment où ce processus du dépassement des conflits et des différences venait de commencer, l'ex-Yougoslavie n'a évidemment pas été prête à le suivre immédiatement. Elle a toujours été, soit de façon évidente ou occultée, déchirée par tous les types de causes de conflits et de destructions mentionnées: problèmes de revendications nationales poussées au paroxysme suivies de négation des intérêts, voire parfois même du droit à l'existence de l'autre, problèmes du partage des territoires, enfin des différences de religions et de cultures. L'idée première de la Yougoslavie comme état d'une seule nation à trois noms, ayant sa source principale plutôt dans une illusion romantique du XIX siècle que dans la réalité, au fond a été condamnée à échouer. Ensuite la seconde Yougoslavie renouvelée après la seconde guerre mondiale et transformée en état totalitaire, au moment où les différences des intérêts nationaux ont commencé à détruire les contraintes de l'unité idéologique du centralisme démocratique de l'état à parti unique, n'a pas réussi à éviter la crise, ni de la surmonter pacifiquement. Les républiques, anciennes unités d'une fédération et puis d'une confédération constitutionnellement ambiguë, dirigées par des extrémistes nationaux; idéologiques et même religieux, ont rejeté toute idée de compromis, ne voyant la solution des problèmes que dans la défaite de l'autre. Comme autrefois dans l'Europe durant des siècles, il a fallu cette fois-ci des années de souffrance et de destruction pour aboutir à une prise de conscience que les seules solutions possibles sont dans le renoncement à toute sorte d'extrémismes nationaux; politiques et idéologiques. Ainsi les pays sortis de l'ancienne Yougoslavie sont en train de rattraper leur retard dans la construction de l'unité européenne.

Dans l'Europe actuelle, en premier lieu, l'union des Européens a toutes les chances de se réaliser et ne peut se réaliser efficacement qu'au niveau de l'homme qui finira par trouver sa dignité et sa liberté à travers ses droits réciproquement reconnus et protégés. Seul l'homme libre, fort du respect de ses droits fondamentaux, et en même temps conscient que les mêmes droits appartiennent aux autres, à travers toute une pyramide d'appartenances locales, nationales, culturelles, politiques ou religieuses, représente la base première et irréductible d'une vaste union des peuples et des états. Cette union des hommes libres est à la fois un résultat et un processus qui est sans cesse en voie de

se défaire et de se refaire. Or, dans un espace finalement pacifié, la reconnaissance de l'homme, la reconnaissance de ses droits représente la condition sine qua non, la condition absolument nécessaire pour qu'une union des peuples et des états puisse réellement prendre vie. La Société Européenne de Culture, après un demi-siècle d'activité et de lutte peut se féliciter d'avoir contribué à la prise de conscience de la nécessité d'une pareille politique.

SLOBODAN VITANOVIC